

CAP Finistère



Penn Ar Bed

L'hebdomadaire de la Fédération du Finistère du Parti Socialiste

ISSN 1269-0791 - 0,50 euro

N° 1174

VENDREDI 10 FÉVRIER 2017

Dispensé de timbrage BREST CTC

Notre candidat !

Benoît Hamon a présenté, le 5 février à la convention nationale d'investiture, sa démarche pour remporter l'élection présidentielle.

Plus de 2 millions de Français se sont déplacés pour participer à la Primaire citoyenne et le désigner par 58,70%.

«Je ne suis pas l'homme providentiel», a-t-il insisté devant plus de 2000 personnes rassemblées à la Mutualité pour la convention nationale d'investiture, mais aussi devant près de 3000 personnes qui ont pu suivre son intervention en direct, sur les réseaux sociaux. **«Je ne crois pas à cette forme d'immaturité qui consiste à proposer un guide au peuple et à la nation. Je crois à notre intelligence collective».**

Le candidat a lancé un appel au rassemblement de la gauche et des écologistes. **«Oui, il y a des désaccords entre nous, comme il y en a toujours eu à gauche»,** a reconnu le candidat pour qui **«le rassemblement, c'est le fait de dessiner, ensemble, un horizon commun et il ne peut pas se réduire à un accord d'appareil. Ce qui compte c'est là où nous voulons aller».**

Paraphrasant François Mitterrand, Benoît Hamon a indiqué **«mon objectif n'est pas de prendre le pouvoir mais de vous le rendre».**

À la tribune de la Mutualité, Benoît Hamon a clairement expliqué vers où il veut aller avec la gauche rassemblée.

«L'écologie est au cœur de son projet», a insisté le climatologue Jean Jouzel. La transition énergétique et la lutte contre la pollution impliquent des choix forts et ambitieux, comme par exemple la sortie du diesel d'ici 2025.



Benoît Hamon a lancé sa campagne le 5 février

Face aux défis de la révolution numérique, de la raréfaction du travail, pour lutter contre les souffrances au travail et réduire la pauvreté, le revenu universel est la réponse qui sera mise en œuvre. L'économiste Dominique Méda a expliqué l'importance de cette mesure.

Benoît Hamon souhaite engager une transition européenne qui s'articulerait autour de quatre axes. Le premier, imposé par la situation internationale concerne la défense de l'Union. Le candidat a réaffirmé son souhait d'une politique de coopération militaire et financière sur tout le territoire européen. Le deuxième serait le prolongement de la mise en œuvre de la transition énergétique au sein de l'Union.

Le troisième serait celui de l'investissement, de manière à réduire les inégalités à l'intérieur de l'Union. Enfin, le quatrième axe consiste à établir un nouveau traité budgétaire européen, afin de donner une **«régulation démocratique européenne».**

Dans les trois mois qui viennent, les socialistes et l'ensemble des militants de la *Belle alliance populaire* iront aux devants des Françaises et des Français pour leur présenter les contours de ce futur désirable.

**CAP
FINISTÈRE**

26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 9/2/2017



**PRESSE
URGENTE**

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE

Liberté de la presse

La liberté de la presse est un élément primordial dans une démocratie. Or, on voit, à l'Extrême-droite, se multiplier des discours et des actions qui visent très clairement à empêcher les journalistes de faire leur travail.

C'est parfois violent, comme l'éviction manu militari d'une équipe de l'émission *Quotidien de TMC* qui suivait Marine Le Pen, au salon des entrepreneurs.

C'est souvent plus sournois comme le tweet publié par le chef de file du FN en Bretagne visant la *Chronique républicaine de Fougères* qui avait « osé » évoquer la présence de 800 manifestants lorsque Marion Maréchal Le Pen est venue dans cette ville. La formule « à ne pas oublier » sonne comme une menace.

Cette stratégie de l'intimidation n'est pas acceptable et doit être dénoncée fermement.

PS29

Chiffre de la semaine

550 000

C'est le nombre record de créations d'entreprises en 2016, en France.

Un budget au service d'une ambition

Le Conseil départemental du Finistère a adopté, le 27 janvier, son budget 2017.



« Nous avons réussi notre pari »

Le Département du Finistère est bien géré. Les dépenses de fonctionnement baissent de 1,24% par rapport à 2016. Un important travail d'analyse des dépenses, piloté par les présidents de commissions en lien avec leurs directions, a été mené au cours de l'année 2016. Il a permis de prendre des mesures d'économies budgétaires chiffrées à 20 millions d'euros.

L'investissement est préservé à 128 millions d'euros (60 millions pour les équipements départementaux et 68 millions pour les subventions d'investissement).

Le Département du Finistère se situe dans la moyenne des départements

comparables selon les chiffres de la DGCL (Direction générale des collectivités locales). Ainsi, pour la fiscalité directe, les Finistériens versent 251 euros alors que la moyenne s'établit à 294 euros. Il en va de même pour la masse salariale légèrement inférieure dans le Finistère (173 euros/habitants) à la moyenne des départements comparables (179 euros/habitant).

Ce budget permettra au Département de mettre en œuvre le projet adopté par le Conseil départemental, au mois de décembre.

« Ce budget, sans augmentation de la fiscalité, permet la mise en œuvre de notre projet. »

« Nous avons ainsi réussi notre pari », s'est félicitée la présidente du Conseil départemental, Nathalie Sarrabezolles : « être en permanence en éveil, en mouvement, être force de proposition, ne pas nous laisser imposer les choix de l'extérieur ».

Le budget 2017 en est le reflet. En phase avec le projet comme avec le cadrage et les objectifs de la réforme territoriale, il tient compte de l'évolution du positionnement du Conseil départemental et de la clarification des compétences de chacun. Construit sans augmentation du taux de fiscalité,

il s'équilibre à la fois grâce au travail entrepris depuis de nombreuses années en interne comme avec nos partenaires et grâce aux choix politiques sur les priorités départementales.



Le budget s'élève à 974,38 millions d'euros

« Grâce à ce budget, grâce aux projets, nous commençons cette année sur des bases qui nous permettent d'envisager sereinement le travail qu'il nous faut encore mener, pour évaluer et adapter les politiques publiques dans un souci d'optimisation et de qualité du service public, territorialiser un peu plus nos interventions, en tenant compte des particularités des bassins de vie finistériens, apporter notre soutien et notre appui aux forces vives de notre territoire pour contribuer à en assurer la vitalité », a insisté la présidente du Conseil départemental Nathalie Sarrabezolles.

3 grands dossiers finistériens pour 2017



5^e schéma enfance famille

Le nouveau schéma, construit dans une démarche participative, s'appuiera sur les conclusions de l'évaluation du précédent et sur la nouvelle loi relative à la protection de l'enfance de 2016. Il aura pour principal objectif de garantir aux enfants et aux jeunes la mise en œuvre d'un projet personnalisé, répondant à leurs besoins et préparant leur avenir.



Évaluation des politiques publiques

Le schéma des enseignements artistiques, adopté en 2010, ainsi que les politiques d'accompagnement des allocataires du RSA seront évalués cette année. « Évaluer régulièrement ces dispositifs pour les adapter nous permet d'améliorer nos interventions et donc les politiques publiques », a expliqué la présidente Nathalie Sarrabezolles.



2017, année du bénévolat

Cette année de mobilisation vise à partager les analyses et à faire émerger des solutions communes face aux problèmes rencontrés. Elle doit également permettre de valoriser le bénévolat, sous ses diverses formes, ainsi que l'initiative citoyenne, et de sensibiliser les Finistérien.ne.s, notamment les jeunes, au sens et à la richesse de l'engagement.



uesr29.fr : la revanche du site

Piraté et rendu inaccessible au printemps 2016, le site internet de l'Union des élus socialistes et républicains du Finistère <http://uesr29.fr/> est à nouveau en ligne depuis le 1^{er} février.

Après plusieurs mois de travail, le site uesr29.fr est à nouveau opérationnel. Il a malheureusement perdu toute sa partie archives, mais il a gagné en interactivité et en sécurité.

« Les élu.es y trouveront les rubriques habituelles, vie de l'élu.e, formations, dossiers thématiques... », annonce le président de l'Union, Sébastien Miossec, en page d'accueil.

« Mais ils y trouveront également des nouveautés comme une rubrique qui est ouverte aux initiatives et suggestions de nos élu.es : le partage d'expérience. Une rubrique boîte à idées en somme, agrémentée de témoignages, qui est là pour montrer toute l'inventivité

mais aussi l'innovation dont font preuve nos collectivités. »

Les membres de l'UESR pourront également s'inscrire au forum interne qui leur permettra d'échanger directement les uns avec les autres pour se questionner, s'interroger... Une interactivité qui était souhaitée depuis longtemps par les adhérents pour faciliter les échanges et les partages.

Ce nouveau site est, bien évidemment, un outil important de communication à destination des conseillers municipaux, adjoints et maires de gauche du Finistère. « Je souhaite que vous l'utilisiez et surtout que vous l'alimentiez autant que vous le souhaitez. Il est à vous », encourage Sébastien Miossec.

Une page Facebook ([/uesr.duFinistere](https://www.facebook.com/uesr.duFinistere)) et un compte Twitter [@UESR29](https://twitter.com/UESR29) valoriseront les informations mises en ligne.



Le nouveau site est en ligne

La remise en ligne de ce site intervient en même temps que la publication de la newsletter « nouvelle formule » qui devient mensuelle. Celle de janvier revient notamment sur la réunion des élu.es des UESR 22, 29 et 56 du Centre Ouest Bretagne, sur la fusion, réussie, des communes de Saint-Thégonnec et Loc-Éguiner et sur la révision des contrats de territoires entre les communautés de communes et le Département.

Pour s'abonner à la newsletter de l'UESR 29 : contact@uesr29.fr

L'invité de la semaine

Pour une école juste

François Dubet

À l'invitation de l'association SDAR, qui s'est fixée pour objectif de faire intervenir des sociologues dans tous les quartiers de Brest, François Dubet est intervenu, le 21 janvier, au centre social de Pontanézen pour présenter ce que devrait être une école juste.

Cap Finistère : Vous avez cassé le mythe de l'âge d'or de l'école de Jules Ferry.

François Dubet : Oui, car il ne faut pas regretter l'école des années 50 qui ne correspond plus aux attentes et aux besoins du XXI^e siècle. À l'époque, il s'agissait de permettre aux élèves de savoir lire, écrire, compter et d'avoir un minimum de culture patriotique. L'école permettait à 50% des jeunes d'atteindre le certificat d'étude. Seule une infime minorité allait au lycée. Et je ne parle pas de la place des filles... L'objectif de cette école n'était pas la justice mais l'éducation des enfants et la construction d'une conscience nationale homogène.

Cap Finistère : Pourquoi le système scolaire français est-il si difficile à réformer ? Alors que d'autres pays y parviennent.

François Dubet : Absolument. On peut citer l'Allemagne ou la Pologne qui, après la publication des premières enquêtes PISA, ont su modifier leur école. Notre système est hypercentralisé, et c'est la rue de Grenelle qui décide de tout. Mais en même temps, il est constitué d'une foule de corps différents qui cherchent toujours à défendre leur position. Cela ne veut pas dire que les profs sont conservateurs, mais la logique de l'organisation les pousse à l'être.

Cap Finistère : Qui porte la responsabilité de ce blocage ?

François Dubet : Un peu tout le monde. Comme je l'ai expliqué, l'école occupe une place particulière dans notre histoire. Elle est constitutive de la nation et y toucher revient à commettre un sacrilège. Voyez la polémique sur le prédicat. Il suffit d'abandonner l'étude du COD pour que

certaines nous annoncent la fin de la civilisation française ! Les parents d'élèves aussi ont une part de responsabilité. Tout le monde est pour une école juste, mais chacun cherche pour son enfant la classe, ou l'option qui lui permettra d'entrer dans la grande école prestigieuse.

Cap Finistère : Que faudrait-il faire pour rendre l'école plus juste ?

François Dubet : Je vois quelques grands chantiers prioritaires. D'abord la formation des enseignants. Il faut arrêter de recruter à bac plus cinq. Il serait préférable de recruter à bac plus deux et de former réellement les enseignant.es pendant deux ou trois ans. Cela aurait l'avantage de faire entrer dans le corps professoral des étudiant.es de milieux plus modestes.

Ensuite, on ne peut plus accepter que 25% des élèves entrent en 6^e avec des difficultés de lecture. Ces lacunes ne

Suite en page 4



Agenda

13 février

18h45 : Réunion du comité de campagne Présidentielle au local du PS à Brest.

4 mars

Journée des secrétaires et trésoriers de sections à Moulin-Mer.

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1217 P 11428
N° 1174 - Vendredi 10 février 2017
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Marc COATANÉA

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste

peuvent pas être comblées au collège. Il faut par conséquent accroître les efforts en primaire.

Enfin, il faut absolument revoir le système universitaire, qui, quoi qu'on en dise, est hyper sélectif. 30 à 40 % des bacheliers peuvent choisir la formation qu'ils souhaitent. Les autres sont sélectionnés

par l'échec et l'usure. 50 % des étudiants de première année de fac abandonnent ! On dit aux étudiant.es : soit « cette porte t'est fermée, et tu n'entreras pas ». Soit « elle t'est ouverte, mais tu ne survivras pas ». C'est dramatique pour eux et leur famille, mais c'est aussi un formidable gâchis pour

les finances publiques. Il faut plutôt, sur la base d'un dossier scolaire, préparer et construire l'orientation des élèves.

L'école n'appartient pas aux profs et aux classes moyennes. Elle appartient à la nation, à tous les élèves, même ceux qui rencontrent des difficultés.

En bref

Transferts de compétences



L'UESR (Union des élus socialistes et Républicains) du Finistère organise une réunion d'échanges sur les transferts de compétences le jeudi 16 février 2017 à 20h00, Espace François-Mitterrand 1, rue de Brest - Pont-de-Buis-lès-Quimerch.

Cette rencontre se déroulera en présence de Nathalie Sarrabezolles, présidente du Conseil départemental, Laurence Fortin, vice-présidente de la Région Bretagne, et Sébastien Miossec, président de Quimperl'é communauté.

Eau : la Bretagne pionnière



Le Conseil régional de Bretagne est devenu la première collectivité territoriale de France chargée de l'animation et de la coordination des politiques de l'eau sur son territoire. La signature du décret d'application a été confirmée hier par le ministre de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer, à l'occasion du 18^e Carrefour des gestions locales de l'eau de Rennes.

En Bretagne, la mobilisation historique des collectivités autour de la problématique de l'eau, justifie cette innovation. « C'est une marque de confiance de l'État à notre égard », s'est félicité Thierry Burlot, vice-président de la Région en

charge de l'environnement.

« Avec ce nouveau décret, la Région, qui gère les fonds européens et qui est en charge de l'aménagement du territoire et du développement économique, placera l'eau au cœur de son projet pour la Bretagne. »

Forte de ce nouvel atout, la Région Bretagne veillera à la cohérence et à la continuité des programmes mis en œuvre, à l'heure où se dessine une nouvelle organisation territoriale en matière de politique de l'eau. Consciente que le développement des territoires est lié à leur capacité à détenir de l'eau en quantité et qualité suffisante, la Région Bretagne sera également très attachée à la question des solidarités locales entre amont et aval.

Routiers : passer des paroles aux actes



À l'initiative du Secrétaire d'État aux Transports, Alain Vidalies, la France, l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Luxembourg, l'Italie, la Norvège, la Suède et le Danemark se sont réunis le 31 janvier pour lancer ensemble une Alliance du routier.

« Cette initiative politique envoie un message fort à la Commission européenne pour garantir une concurrence plus équitable et lutter contre les pratiques de dumping social, qui minent les droits fondamentaux des chauffeurs routiers et le bon fonctionnement du marché intérieur », se sont félicités les député.es socialistes européen.es français.es. La Commission doit proposer les mesures nécessaires sans reporter encore une fois le Paquet routier. « Notre positionnement est clair, il ne peut y avoir d'approfondissement du secteur du transport routier sans renforcement de la dimension sociale du marché intérieur des transports routiers. Il faut passer des paroles aux actes. Il faut aussi agir en faveur de la création d'une Agence européenne pour les transports routiers afin de faire pleinement appliquer le droit européen en matière sociale. Il n'est plus acceptable que la Commission retarde les échéances et fasse marche arrière sur ce dossier. »

Le Parlement européen doit également faire entendre sa voix sur ce dossier. Après l'adoption d'un rapport sur le dumping social et du rapport sur le socle européen des droits sociaux, les membres de la délégation socialiste française au Parlement européen ne vont ainsi pas relâcher la pression afin de garantir toujours plus de social au sein de l'Union européenne.

Les Finistériens à la convention nationale

Plusieurs Finistérien.nes ont participé à la convention nationale d'investissement de Benoît Hamon, le 5 février à la Mutualité.

